



CHAPITRE 44

Loi modifiant la charte de la cité de Verdun

[Sanctionnée le 15 avril 1980]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité de Verdun a intérêt à ce que sa charte soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1956-57,
c. 72, a. 10,
ab.

1. L'article 10 du chapitre 72 des lois de 1956-1957, modifiant la charte de la cité de Verdun, est abrogé.

Pensions
continué.

Le présent article ne porte pas atteinte aux règlements adoptés et aux pensions versées en vertu de l'article abrogé.

1957-58,
c. 54, a. 6,
ab.

2. L'article 6 du chapitre 54 des lois de 1957-1958, modifiant la charte de la cité de Verdun, est abrogé.

Pensions
continué.

Le présent article ne porte pas atteinte aux règlements adoptés et aux pensions versées en vertu de l'article abrogé.

1958-59,
c. 54, a. 6,
ab.

3. L'article 6 du chapitre 54 des lois de 1958-1959, modifiant la charte de la cité de Verdun, est abrogé.

Pensions
continué.

Le présent article ne porte pas atteinte aux règlements et résolutions adoptés et aux pensions versées en vertu de l'article abrogé.

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 460,
mod. pour
la cité.

4. L'article 460 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19) est modifié, pour la cité, par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

Jeux de
boules,
jeux de
billard et
autres.

«3° Pour autoriser, moyennant un permis, réglementer ou prohiber les jeux de boules (pin-ball machines), les jeux de billard, pool, trou-madame, quilles, bagatelle, les salles de tir, les jeux électroniques et les arcades de jeux;».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 464,
mod. pour
la cité.

5. Le paragraphe 11° de l'article 464 de cette loi, introduit par l'article 6 du chapitre 102 des lois de 1971 et modifié par l'article 2 du chapitre 83 des lois de 1977, est remplacé, pour la cité, par le suivant:

Subven-
tion à la
démolition.

«12° Pour accorder, aux conditions qu'il détermine, à tout propriétaire qui démolit son hangar ou autre bâtiment accessoire constituant un risque d'incendie, une subvention égale à la valeur dudit immeuble portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette subvention ne peut cependant en aucun cas excéder la somme de mille cinq cents dollars.».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 460,
mod. pour
la cité.

6. L'article 460 de cette loi est modifié, pour la cité, par l'addition, après le paragraphe 23°, des suivants:

Marchan-
dises à
caractère
érotique.

«24° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

Salons de
massage.

«25° Pour réglementer les salons de massage.».

L.R.Q.,
c. C-19,
a. 66,
remp. pour
la cité.

7. L'article 66 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), remplacé pour la cité par l'article 2 du chapitre 98 des lois de 1974 et par l'article 1 du chapitre 83 des lois de 1977, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

Pension
annuelle.

«**66.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui aura rempli cette fonction pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de 6 000 \$ dans le cas du maire et de 2 000 \$ dans le cas des autres membres du conseil, payable à l'âge de soixante ans par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Pension
annuelle.

Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne membre du conseil au 31 décembre 1974, qui aura rempli cette fonction pendant au moins onze ans et qui aura cessé de remplir cette fonction depuis cette date, une pension annuelle de 6 000 \$ dans le cas du maire ou de 2 000 \$ dans le cas des autres membres du conseil, payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Pension
incessible
et insaisis-
sable.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Paiement
inter-
rompu.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Calcul aux
fins de la
pension.

En calculant une telle période de huit ou onze années, une partie d'année est comptée comme une année entière; toute année ou partie d'année écoulée tant avant qu'après le 31 décembre 1974 doit être comptée dans un tel calcul.».

Pension
payable à
soixante
ans.

8. Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de maire ou de membre du conseil pendant au moins huit années et qui aura cessé de remplir cette fonction après le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle équivalant à cinquante pour cent de sa rémunération annuelle. Cette pension est payable à l'âge de soixante ans, par versements égaux et consécutifs le premier jour de chaque mois.

Contribu-
tion.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq pour cent de leur rémunération annuelle pour chacune des années pendant lesquelles les membres du conseil auront été en fonction.

Rembour-
sement.

Advenant le cas où un membre du conseil n'occuperait pas sa charge pendant huit années, les montants versés lui seront remboursés sans intérêt.

Calcul.

En calculant une telle période de huit années, une partie d'année est comptée comme une année entière.

Pension
annuelle
addition-
nelle.

Le conseil peut aussi, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant plus de huit années et qui a cessé de remplir cette fonction après le 1^{er} janvier de l'année en cours de laquelle le règlement est adopté, une pension annuelle additionnelle de deux cents dollars pour chaque telle année additionnelle. La révocation de tels règlements ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles ils s'appliquent ou se sont déjà appliqués.

Maximum.

En tout temps, cependant, la pension versée aux membres du conseil en vertu du présent article ne pourra excéder soixante pour cent de la rémunération à laquelle ils ont droit lors de la dernière année de l'exercice de leur charge.

Pension
incessible
et insaisis-
sable.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Païement
inter-
rompu.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la municipalité.

Pension
versée aux
héritiers.

Si le bénéficiaire décède après avoir acquis droit à la pension, mais avant d'avoir touché sa pension pendant au moins quinze ans, la cité paie aux héritiers cette pension jusqu'à l'expiration de cette période de quinze ans. La pension ainsi accordée est payable

d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois, et elle est incessible et insaisissable. Pour que les héritiers puissent bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront verser au fonds d'administration générale une contribution totale égale à six pour cent de leur rémunération annuelle pour chacune des années pendant lesquelles les membres du conseil auront été en fonction.

Exception. Le présent article ne s'applique cependant pas aux personnes qui sont devenues membres du conseil après le 1^{er} janvier 1975.

Article inapplicable.

Les membres du conseil visés par le présent article peuvent s'en prévaloir en en avisant par écrit le conseil. Dans un tel cas, l'article 66 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), remplacé pour la cité de Verdun par l'article 7 de la présente loi, ne leur est pas applicable.

Application de a. 7.

9. L'article 7 ne porte pas atteinte à une pension versée en vertu de l'article 1 du chapitre 83 des lois de 1977 ou de l'article 2 du chapitre 98 des lois de 1974.

Règlements déclarés valides.

10. La taxe d'eau imposée par règlement suivant la valeur locative est valide et les règlements numéros 50, 281, 320, 348, 434, 517, 668, 811, 950, 981 et 1085 sont déclarés valides et incontestables.

Effet sur cause pendante ou jugement.

Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 28 février 1980.

Entrée en vigueur.

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.